

CLIMAT DES AFFAIRES

RISQUE POLITIQUE : LES MARCHÉS FINANCIERS VEILLENT AU GRAIN

LE RISQUE POLITIQUE EST UN MOTEUR CLÉ QUI CONTRÔLE LE COURANT DES FLUX DE CAPITAUX ET DES INVESTISSEMENTS TRANSFRONTALIERS. DANS LE CAS DE MAURICE, LA QUESTION EST DE SAVOIR SI L'AFFAIRE DE SNIFFING QUI VIENT SE GREFFER AU DÉMANTÈLEMENT DE LA BAI, À L'AFFAIRE BETAMAX OU ENCORE À L'ÉPISODE D'ALVARO SOBRINO N'IMPACTERA PAS L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.

EVE FIDÈLE

AVEC l'affaire de sniffing qui entache la réputation de Maurice, il est fort probable que les investisseurs scrutent de près le risque politique du pays avant de songer à faire des affaires sur notre territoire.

Mais de quoi s'agit-il ? Par définition, le risque politique représente le risque que les changements de politique, par conception ou par défaut, produisent un impact négatif sur le rendement attendu du capital et potentiellement sur le rapatriement du capital. Ce risque peut être partiellement couvert par une combinaison de produits financiers et d'assurances. Cela explique pourquoi il est suivi diligemment par la communauté financière.

Il faut comprendre que la mesure du risque politique n'est pas une science exacte. Les économistes ont tenté de le quantifier. Le «spread de risque politique» est une mesure qui comprend des facteurs tels que les paramètres des marchés financiers et des indicateurs économiques spécifiques à chaque pays. Selon l'enquête mondiale sur les risques 2022 du Forum économique mondial, les risques sociétaux constituent la composante la plus menaçante.



LE PM PRAVIND JUGNAUTH

L'érosion de la cohésion sociale (27,5 %) et les crises des moyens de subsistance (30,4 %) sont les facteurs les plus inquiétants pour le monde.

Jaya Patten, directeur de Jaya Advisory – Financial Markets Risks and Governance, rappelle que dans ce débat sur le risque politique, il est important de savoir que ce-



SHERRY SINGH, EX-CEO DE MT

lui-ci n'est pas toujours bien défini. «Dans de nombreux cas, cela commence par des rumeurs avec peu ou pas de substance derrière elles. Les investisseurs internationaux doivent donc garder un œil vigilant sur l'actualité plutôt que de se contenter de suivre les indices. Un de mes amis, qui travaille pour un tel cabinet de conseil, se vend dé-

sormais comme un conseiller de confiance (trusted advisor). Il y a un tel déficit de confiance et de vérité ; pierres angulaires d'une société harmonieuse et équilibrée», souligne-t-il.

Les risques politiques, comme le précise encore Penny Hack, avocat d'affaires, peuvent résulter de changements politiques. La modification des contrôles imposés sur les taux de change et les taux d'intérêt, le contrôle des prix, la production, les activités et des restrictions sur les devises et les envois de fonds sont également des facteurs pouvant peser dans la balance. De même, le risque politique peut résulter d'événements échappant au contrôle du gouvernement, tels que les grèves, émeutes ou troubles civils et politiques, la guerre, le terrorisme, l'ingérence politique et la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement.

L'économiste Kevin Teeroovengadam abonde dans le même sens que Jaya Patten. Il fait ressortir que la mesure des risques est une tâche très difficile et peut parfois être subjective. Cependant, au fil des ans, diverses institutions de renommée mondiale ont mesuré les risques politiques, comme Kroll, Eurasia, ARC et Marsh. «Très souvent, nous

voions que les pays nordiques européens en tête de lice des pays les plus stables politiquement et, malheureusement, un certain nombre de pays africains et sud-américains sont classés comme instables politiquement. En Afrique, le Botswana arrive toujours en tête, suivi du Cap-Vert, des Seychelles, de Maurice et de la Namibie», précise-t-il.

MAURICE A UNE BONNE COTE EN AFRIQUE

Comme on peut s'y attendre, nous dit Jaya Patten, Maurice s'en sort plutôt bien, surtout par rapport au continent africain. Il existe un large éventail d'indices publiés par des institutions allant de la CIA à la Banque mondiale ou des sources réputées comme Euromoney. À son avis, le risque politique est à bien des égards similaire au risque des marchés financiers. La clé est le timing de l'éclatement. Cela dépend de la psychologie des foules ; c'est ce qui le rend difficile à prévoir.

«La typologie de crise politique est qu'elle émerge d'une mauvaise gestion économique/financière. Au fur et à mesure que la situation s'aggrave, elle se transforme en une crise sociale qui culmine avec les foules et la violence dans les rues. Finalement, la crise politique éclate, provoquant la chute du régime. Le cas du Sri Lanka et même la démission de Boris Johnson sont de parfaites illustrations du timing. Même les partisans de Boris Johnson admettent qu'il n'y avait pas de cabale pour l'évincer. Le Cabinet et les députés avaient tout simplement atteint le point de saturation et en avaient assez de défendre l'indéfendable. En fait, Boris Johnson lui-même a fait référence à la foule «herd» dans son discours de démission», fait remarquer Jaya Patten.

Même si Maurice est tou-

jours de justesse en tête en Afrique s'agissant du risque politique, Penny Hack précise que nous ne nageons pas dans l'excellence. Nous nous trouvons bien loin d'autres pays ou juridictions comparables tels que Singapour. Rien ne semble être fait pour améliorer la situation sauf quelques nouvelles lois cosmétiques. Kevin Teeroovengadam rappelle que Maurice figure dans le top 5 en Afrique. Toutefois, il convient de noter que le Botswana se

classe parmi les 20 premiers pays au niveau mondial, alors que Maurice est en retard et se rapproche du 40^e rang. Maurice doit donc travailler dur pour entrer dans le Top 20, tout comme le Botswana.

Se basant sur les recherches de la Banque mondiale sur les risques politiques et de gouvernance pour Maurice, le CEO d'Anneau, Amit Bakhirta, note que sur certains fronts au cours des cinq dernières années, le pays s'est amélioré.



JAYA PATTEN (DIRECTEUR DE JAVIA ADVISORY FINANCIAL MARKETS RISKS AND GOVERNANCE)

COMMENT ON MESURE LE RISQUE POLITIQUE

QUELS sont les éléments/critères qui sont pris en compte pour mesurer le risque politique associé à un pays ? Kevin Teeroovengadam souligne que divers facteurs entrent dans l'analyse et la mesure des risques politiques, qui peuvent aller des risques géopolitiques aux notations souveraines, en passant par les risques de terrorisme, les risques politiques intérieurs, les droits politiques, les libertés civiles, la liberté d'expression, la liberté de la presse, l'accès à l'information, les syndicats, le système électoral, la séparation des pouvoirs entre la justice et le Parlement, les garanties visant à empêcher les captures d'État, l'indépendance des institutions, le niveau de corruption, entre autres.

En règle générale, ajoute Amit Bakhirta, le risque politique est mesuré à l'aide d'un système d'indice de classement échelonné. L'indice classe un pays numériquement à partir de scores relatifs à divers critères d'évaluation du risque politique. Ceux-ci sont ensuite agrégés et classés à l'aide d'une méthodologie statistique de modèle de composantes non observées.

Les critères dépendent généralement de l'organisation qui effectue l'évaluation des risques politiques et dépendent, en outre, de l'utilisateur (une entreprise privée, un investisseur, le bras diplomatique inter-

national d'un gouvernement, l'armée, entre autres). Car toutes les entités n'évaluent et ne perçoivent point les risques politiques de la même manière. À court terme, les risques politiques se concentrent principalement sur tout changement radical de la politique gouvernementale et sur la stabilité politique au sens large. Ainsi, un changement drastique sur le court terme peut enclencher des conséquences démesurées.

«Indépendamment de cela, nous notons qu'en général, la voix du peuple et la responsabilité, la stabilité politique et l'absence de violence / terrorisme, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l'État de droit et le contrôle de la corruption sont les critères les plus récurrents dans l'évaluation des risques politiques», souligne Amit Bakhirta.

Les caractéristiques de la politique publique, de la société, de la portée de l'État et de la continuité des politiques sont des considérations importantes à long terme pour évaluer les risques politiques. Est-ce que l'opposition au gouvernement en place peut être résolue au sein du système existant ? L'élite élue dispose-t-elle de suffisamment de pouvoir de gouverner ? Ce sont des points à prendre en considération. «À court et à moyen termes, par contre, l'évaluation de la capacité du gouvernement à mettre en œuvre le programme qu'il a choisi sans faire face à des troubles civils, une impasse dans l'élaboration des politiques ou des menaces extérieures régionales est un élément important», ajoute Amit Bakhirta.



AMIT BAKHIRTA (CEO D'ANNEAU)



Il s'agit du contrôle de la corruption, de la qualité de la réglementation et de l'état de droit. Toutefois, sur d'autres fronts, le pays a malheureusement régressé (efficacité du gouvernement, stabilité politique et absence de violence/terrorisme et liberté d'expression et responsabilité).

L'AFFAIRE DE LA BAI : LE DÉTONATEUR

Mais, selon certains observateurs, depuis le démantèlement de la BAI en 2015, le risque politique associé est devenu plus élevé. «Je pense que malheureusement,

depuis l'épisode de la BAI, le risque politique ou du moins la perception des investisseurs est que le risque politique est plus élevé. Cela tient à la manière dont l'ensemble du processus a été géré, ce qui ne rassure pas les investisseurs internationaux. Que le gouvernement ait eu raison ou tort dans la manière dont le démantèlement de la BAI a été entrepris, la publicité faite autour de cette affaire très médiatisée à Maurice et à l'étranger n'a pas été bonne pour Maurice», observe Kevin Teeroovengadam.

Il ajoute que l'affaire Beta-max a également eu un impact sur les risques politiques de Maurice, notamment lorsque Betamax a porté son affaire devant le Conseil privé, qui a annulé le jugement rendu par la Cour suprême. Tout cela pour dire que les investisseurs mondiaux s'inquiètent de savoir si, à l'avenir, le gouvernement peut faire la même chose avec leurs contrats ou leurs investissements. Ce qui augmente les risques politiques pour Maurice. Il est d'avis que le gouvernement devrait comprendre que Maurice doit être compétitif pour attirer les investisseurs internationaux, et que

tout signe de risques politiques accrus découragera les investissements.

«Le démantèlement de la BAI était un mauvais signal et le commencement d'un crescendo du risque politique spécifiquement pour le secteur financier et généralement pour le pays. Nous avons eu droit aussi aux sagas White Dot Com, Bramer Bank, New Mauritius Hotels, Alvaro Sobrino. Puis la fin du traité Inde-Maurice, notre inclusion sur la liste grise du GAFI, des changements drastiques en termes de régulations et de 'compliance', l'augmentation des frais d'opération, la fin de la licence Global Business Category Two, et des changements au niveau de la fiscalité 'corporate'. Donc, oui, depuis 2015, le risque politique est certainement devenu plus élevé», analyse Penny Hack.

L'AFFAIRE DE SNIFFING

Actuellement, la question est de savoir si avec l'affaire de sniffing, les investisseurs et multinationales seront plus réticents à venir faire des affaires du fait que le risque politique devrait être plus élevé ? Pour Jaya Patten, la technologie est relativement nouvelle dans la matrice de risque politique. L'augmentation du nombre de propriétaires de téléphones portables permet à quiconque possédant un portable d'être photographe, journaliste ou informateur. Ceci pour dire que la confiance dans les investissements, les entreprises et les pays peut être brisée en quelques secondes après la mise en ligne d'une vidéo.

«La propriété, l'intégrité, la confidentialité et la sécurité des données sont de sérieux défis pour toutes les parties prenantes, des particuliers aux entreprises, en passant par les gouvernements et les agences mondiales. La cyber-législation et le dispositif de

KEVIN TEEROOVENGADUM
(ECONOMISTE)





PENNY HACK (AVOCAT D'AFFAIRES)

sécurité sont les nouvelles pièces maîtresses de l'échiquier géopolitique. Il est compréhensible que la sécurité des données soit un nouveau vecteur dans cette matrice», souligne Jaya Patten.

À ce sujet, il ajoute que la sécurité des données peut sembler très complexe et difficile à comprendre pour le profane. La réalité est plus simple ; il s'agit de confiance. Une bonne analogie est le cadre juridique. Le jargon juridique est par définition complexe. Cependant, le profane comme l'homme d'affaires choisira-t-il un système juridique où les dés peuvent être pipés contre un individu, une entreprise ou un groupe d'intérêt particulier ?

Pour Penny Hack, l'affaire de sniffing est plus qu'un front froid non seulement pour les investisseurs et multinationales qui s'intéressent à Maurice, mais aussi pour ceux déjà implantés. «Peut-on faire confiance à un État qui offre la possibilité à une tierce personne d'espionner et d'intercepter des données informatiques, et informations, sensibles et confidentielles ? Ce genre de risque est inacceptable pour un investisseur et une multinationale pour des raisons économiques et géopolitiques. Il ne faut pas oublier non plus que l'affaire de sniffing qui nous guette en ce moment a apporté son lot d'instabilité politique et sociale».

expose-t-il.

Effectivement, dans ce nouveau monde de données, nous pouvons constater à quel point les entreprises et les personnes en général deviennent sensibles à leurs droits en matière de protection des données et de la vie privée. Kevin Teeroovengadam parle des exemples très médiatisés dans l'arène mondiale de la façon dont les fuites d'informations peuvent avoir un impact sur la réputation des personnes, des organisations, des dirigeants politiques et même des pays au niveau national.

Un exemple récent est la fuite des fichiers d'Uber qui a mis le président Macron sous les feux de la rampe. Ce n'est donc pas seulement à Maurice, mais dans le monde entier que nous devons nous adapter à ce nouveau monde des données. Et plus encore, même les pays démocratiques tentent de s'adapter à ce monde des données. C'est pourquoi l'Europe a élaboré des réglementations pour la protection des données, dans le cadre du Règlement général de la protection des données, et un certain nombre de pays, dont Maurice, ont adopté la même chose dans la mesure du possible.

Pour en revenir à la question du sniffing qui a été soulevée il y a deux semaines, il est évident que cela pourrait avoir un impact, soutient Kevin Teeroovengadam, qui ajoute que «pour l'instant, il y a beaucoup de rumeurs et de spéculations sur ce qui s'est passé. C'est pourquoi le gouvernement doit être transparent, sinon il créera des incertitudes chez les investisseurs étrangers. Je dois également souligner que Mauritius Telecom a un actionnaire étranger français, et il est assez surprenant que jusqu'à maintenant, nous n'ayons pas eu de nouvelles de cet actionnaire».

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Il y a définitivement des conséquences sur l'économie lorsque des facteurs politiques affectent les affaires avec un impact sur les investissements directs étrangers et une croissance du PIB beaucoup plus faible, souligne le CEO d'Anneau, Amit Bakshira. Par les autres conséquences, on relève un accès restreint au financement international ainsi que des taux de financement relativement plus élevés. Il y a aussi le dommage réputationnel du pays et de son peuple aux niveaux régional et international.

D'un point de vue purement transfrontalier, d'investissements et de transactions, des événements politiques imprévus peuvent entraîner, entre autres, la confiscation, l'expropriation ou la nationalisation d'actifs, des embargos sur les exportations/importations ou l'annulation de licences d'exportation/d'importation, des dommages physiques aux actifs dus à la violence politique, à la résiliation ou à la défaillance sur les contrats, entre autres.

«Normalement, la stabilité politique attire les investissements importants et lorsqu'un pays présente des risques politiques, les investisseurs ont tendance à se détourner. Cependant, nous avons vu de nombreux pays classés comme juridictions à haut risque, par exemple le Nigeria, la Libye, l'Irak, la RDC, attirer malgré tout de nombreux investissements dans des secteurs spécifiques tels que le pétrole et le gaz, et les matières premières clés. C'est là que nous devons faire attention aux jeux géopolitiques, alors que les ressources clés attireront toujours les investissements», fait ressortir Kevin Teeroovengadam.

À Maurice, nous ne disposons pas de ces ressources clés, du moins pas encore. C'est pourquoi nous devons veiller à ce que notre classement en termes de stabilité politique soit parmi les meilleurs. Dans un autre ordre d'idées, nous verrons également que les investisseurs mondiaux se désengagent de la Bourse de Maurice presque chaque année depuis 2013. Et cette tendance s'est accélérée récemment.

